

– PRÉVISIONS 2016-2018 DES RECRUTEMENTS DE CADRES EN FRANCE –

LES ÉTUDES DE L'EMPLOI CADRE

N° 2016-06

FÉVRIER 2016

– Les 3 scénarios Apec
pour 2016 - 2018

Après trois ans d'atonie, la croissance économique hexagonale s'est enfin renforcée en 2015 (+1,1 %). Pour autant, cette embellie cache une reprise heurtée où période de rebond et phase d'accalmie se sont succédées. La conjonction de facteurs exogènes favorables, la montée en puissance des dispositifs de soutien à la compétitivité des entreprises et un climat des affaires mieux orienté ont permis de soutenir la consommation des ménages et l'activité des entreprises. En revanche, la baisse de l'investissement public et des ménages a entravé la progression de la FBCF. Les événements dramatiques de novembre 2015 ont, quant à eux, sévèrement touché les activités de services (hébergement, loisirs et transports) et entraîné un repli de la consommation des ménages au 4^e trimestre 2015.

Dans le scénario de croissance progressive, l'économie française enregistrerait une croissance du PIB avoisinant +1,3 % en 2016 et +1,7 % en 2018. Ce scénario fait consensus parmi les instituts de conjoncture et est privilégié par l'Apec. Dans cette perspective, près de 195 000 cadres seraient recrutés en 2016, et le seuil des 200 000 serait largement dépassé en 2017 et en 2018.



–ÉVOLUTION DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET LES MUTATIONS DU RÉGIME DE LA CROISSANCE–

RAPPEL : LES TRANSFORMATIONS DU RÉGIME DE CROISSANCE ET D'INVESTISSEMENT

Depuis l'entrée en crise, en 2008, le fonctionnement du marché de l'emploi et de l'économie s'est vu changer de façon significative. La croissance du PIB en France s'est très nettement ralentie ; de même, l'investissement, mesuré par la FBCF (Formation Brute de Capital Fixe), adopte un rythme beaucoup moins soutenu que par le passé.

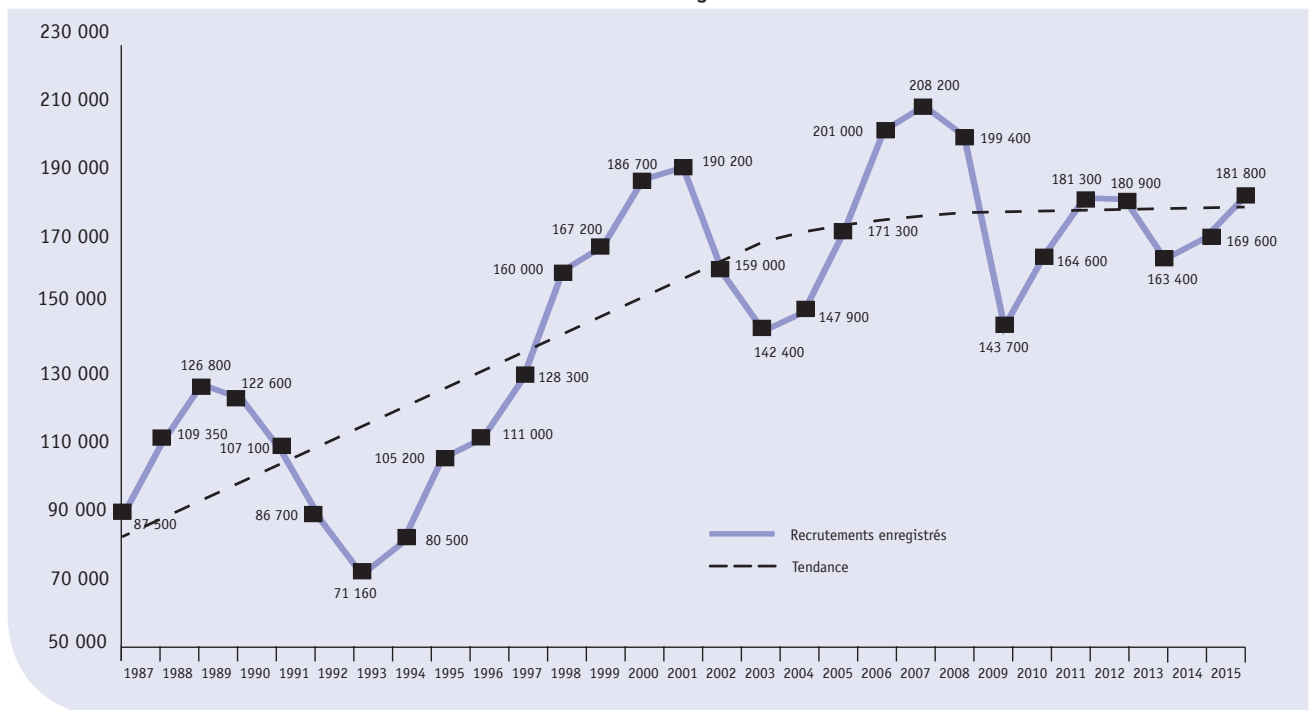
Le nouveau régime de croissance qui s'est mis en place se caractérise par une alternance plus fréquente de phases économiques différentes au cours même d'une année. Au lieu de variations cycliques relativement régulières, c'est un profil plus heurté qui s'observe, alternant de brèves périodes de dégradation et de reprise de faible ampleur. Dans ces évolutions irrégulières, l'imprévu, voire l'imprévisible, occupent une place accrue.

LES VOLUMES DE RECRUTEMENTS DE CADRES SONT DIRECTEMENT AFFECTÉS

Le marché du recrutement de cadres a vu aussi son fonctionnement s'altérer. En période de reprise, il fonctionne davantage sous l'influence des investissements et de la croissance ; en période de rupture de croissance, il dépend plus des besoins de renouvellement d'effectifs, et moins d'un couple croissance / investissement qui se dégrade. La part des cadres en poste dans les départs à la retraite prend alors de l'importance dans l'évolution à court terme du marché.

Il en résulte un profil d'évolution du volume de recrutements de cadres réalisés dont la tendance sous-jacente ne suit plus une droite ascendante. On observe plutôt la succession de deux segments de droite, le premier assez fortement ascendant, et le second quasi stationnaire (**figure 1**).

– Figure 1 –
Évolution du nombre de recrutements de cadres réalisés et tendance de long terme



Source : Apec, 2016

UN HORIZON DE PRÉVISION A TROIS ANS

Depuis 2014, l'horizon des scénarios de prévision de l'Apec est de trois ans, alors qu'il était de cinq ans depuis l'introduction du modèle économétrique et des prévisions par l'Apec en 2009.

Les raisons de ce changement sont liées aux spécificités de la crise économique et financière déclenchée en 2008, et à la difficulté accrue d'effectuer des prévisions à plus long terme dans ce contexte. Les fluctuations sont plus brutales et plus marquées, le comportement de l'ensemble du système apparaît plus chaotique (de faibles variations sur quelques paramètres peuvent avoir pour conséquences des effets de grande ampleur) et beaucoup moins aisément prévisible.

C'est donc pour conserver à ses prévisions leur fiabilité que l'Apec a décidé d'en limiter la portée à trois ans. Cela permet aussi de se rapprocher de l'horizon des prévisions des instituts de conjoncture, qui, pour la plupart, se limite à deux ans.

AVERTISSEMENT MÉTHODOLOGIQUE

Depuis le 2^e semestre 2014, ce sont les nouvelles séries historiques de l'Insee (mises à jour par cet institut le 15 mai 2014) qui ont été utilisées¹. Il s'agit des séries dites « base 2010 », celles utilisées précédemment étant « base 2005 ». Ce changement de base a pour but principal de mettre en œuvre la nouvelle version du Système européen de comptes, le SEC 2010 qui s'impose à l'ensemble des Comptes nationaux européens. Elles s'appliquent à l'ensemble des pays européens à partir de septembre 2014.

La conséquence en est une modification de l'ensemble des valeurs des différents agrégats macroéconomiques de la comptabilité nationale, depuis 1949. En particulier, les valeurs du PIB et de la FBCF pour

chacune de ces années se trouvent significativement affectées (elles augmentent), d'où la nécessité de refaire les calculs de modélisation.

En ce qui concerne une éventuelle influence sur le modèle et ses résultats, aucun effet clair n'a pu être mis en évidence.

PRÉVISIONS DE RECRUTEMENTS DE CADRES 2016-2018 : TROIS SCÉNARIOS

Les trois scénarios proposés par l'Apec s'appuient sur les dernières prévisions publiées par les différents instituts de conjoncture (cf. **tableau 10**). Après analyse de ces différentes hypothèses, trois scénarios plausibles empruntant des chemins de croissance différents se sont dégagés :

- Le scénario d'une « Croissance progressive » qui devrait être générée, dans un premier temps, par la consommation des ménages et relayée dans un second temps par l'enclenchement d'un cycle d'investissement productif.

- Le scénario d'une « Croissance tonique », dans lequel l'économie française boostée par un fort redémarrage de l'investissement des entreprises, un renforcement de la consommation des ménages et un commerce extérieur porteur retrouverait un chemin de croissance élevé, supérieur à 2 % à l'horizon de la prévision.

- Le scénario « Croissance contrariée », qui formalise une économie française qui peine à exprimer son potentiel de croissance, bridée par la faible évolution de l'investissement et les politiques de rigueur.

Pour chacun de ces scénarios, un jeu d'hypothèses différenciées concernant l'évolution de trois indicateurs clefs a été élaboré (PIB, FBCF, part de cadres en poste dans l'ensemble des départs à la retraite) afin de calculer les prévisions de recrutement de cadres dans le secteur privé en France métropolitaine (en CDI et en CDD d'un an et plus). ●

1. Voir le document *Les comptes nationaux passent en base 2010*, Insee, mai 2014. Accessible sur le site de l'institut : www.insee.fr, rubrique : Définitions et méthodes > Sources et méthodes > Source : Comptes nationaux annuels / Base 2010.

–PRÉVISIONS 2016-2018 : SCÉNARIO « CROISSANCE PROGRESSIVE »–

–Tableau 1–

Évolution du PIB et de la FBCF selon le scénario « Croissance progressive »

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
PIB	+ 2,0 %	+ 2,1 %	+ 0,2 %	+ 0,7 %	+ 0,2 %	+ 1,1 %	+ 1,3 %	+ 1,5 %	+ 1,7 %
FBCF	+ 2,1 %	+ 2,1 %	+ 0,3 %	- 0,4 %	- 1,2 %	- 0,2 %	+ 1,0 %	+ 1,3 %	+ 1,5 %

2010 à 2015 : Insee (Décembre 2015)

2016 : hypothèse FMI

2017 à 2018 : hypothèse Apec

L'année 2015 n'aura pas tenu toutes ses promesses en matière de croissance économique. Pourtant, tous les feux semblaient être au vert. La conjonction de facteurs exogènes favorables (baisse continue du prix du pétrole, dépréciation de l'euro, taux d'intérêt très faible), qui avait boosté la croissance économique durant le premier trimestre, n'a pas été relayée par une reprise significative de l'investissement (la FBCF s'inscrit à la baisse pour la 3e année consécutive). Si dans les entreprises, l'investissement productif a enregistré une nette progression, stimulé par la remontée de leur taux de marge et des perspectives d'activité bien orientées, en revanche l'investissement public s'est contracté trimestre après trimestre. Quant à celui des ménages,

il s'est stabilisé après deux ans de recul ininterrompu. La croissance actuelle est clairement adossée aux dépenses de consommation des ménages particulièrement dynamiques au 1er et 3e trimestres 2015 (respectivement +0,8 % et +0,3 %). Mais les attentats meurtriers de novembre 2015 ont eu de sévères répercussions sur les activités de services (restauration, loisirs, transports) et ont significativement érodé la consommation des ménages au 4e trimestre 2015 (-0,1 %). Au final la croissance économique devrait s'établir autour de +1,1 % en 2015. Dans ce scénario, elle se renforcerait sensiblement en 2016 (+1,3 %). Ainsi, les effets des dramatiques événements de novembre 2015 s'estompent au cours du 1er semestre 2016. Du côté des en-

–Tableau 2–

Départs à la retraite de cadres en poste selon le scénario « Croissance progressive »

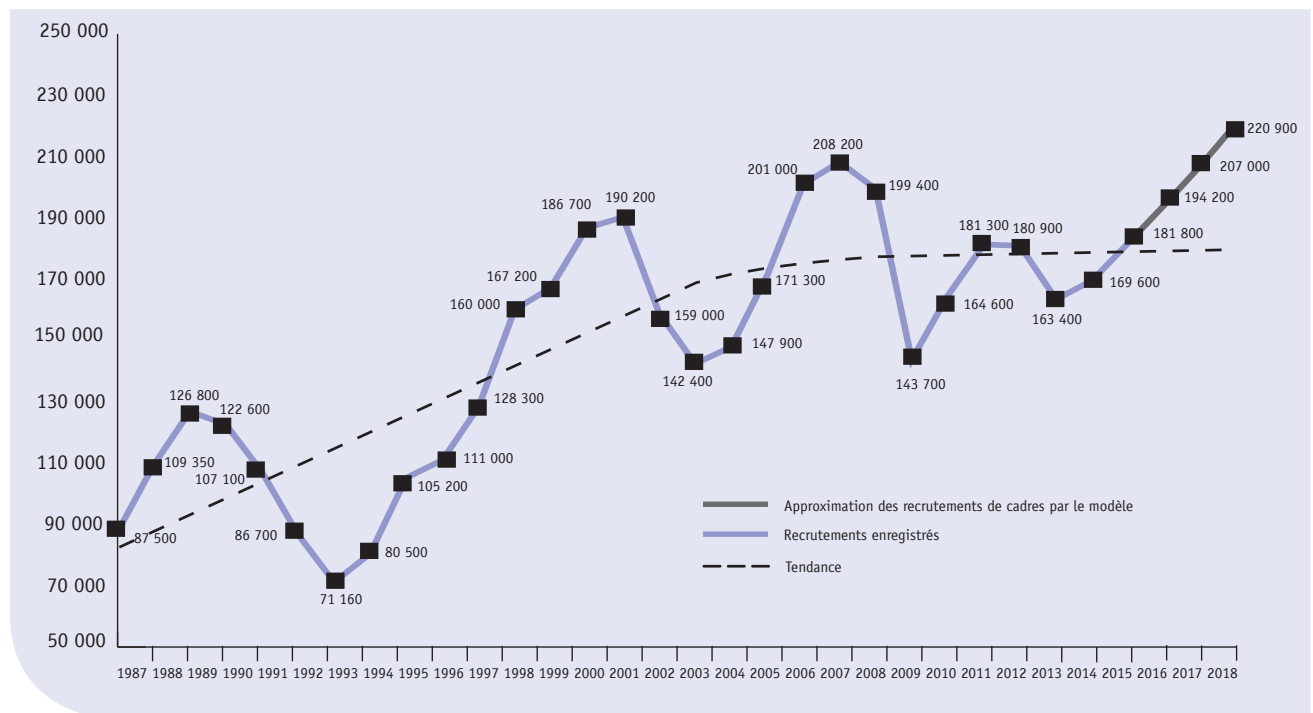
	Ensemble des départs à la retraite de cadres*	% de cadres en poste dans l'ensemble des départs à la retraite**	Nombre de cadres en poste dans l'ensemble des départs à la retraite
2007	105 030	60 %	63 020
2008	111 480	63 %	70 240
2009	101 260	63 %	63 790
2010	103 080	60 %	61 850
2011	84 209	60 %	50 530
2012	80 200	56 %	44 900
2013	94 460	50 %	47 230
2014	96 250	48 %	46 190
2015	95 250	50 %	48 000
2016	100 350	51 %	51 200
2017	101 700	52 %	52 900
2018	105 000	54 %	56 700

Sources : *A partir de 2014, projections Agirc de nouveaux retraités cadres, 2016
**A partir de 2008, hypothèses Apec

treprises, les conditions seraient réunies (redressement des taux de marge, montée en charge du CICE et du pacte de responsabilité et de solidarité, faible coût du capital) pour enclencher, enfin, un cycle d'investissement productif longtemps ajourné. La FBCF progresserait ainsi de +1 % en 2016 et s'inscrirait sur un sentier de croissance pérenne les années suivantes : +1,3 % en 2017 et +1,5 % en 2018. Quant au PIB, sa progres-

sion avoisinerait les +1,7 % en 2018 (après +1,5 % en 2017). Cette embellie économique devrait être synonyme d'amélioration sur le marché de l'emploi. Elle se formaliserait notamment par une progression de la part des cadres en poste au moment de leur départ à la retraite qui s'établirait à 54 % en 2018 (**tableau 2**).

—Figure 2—
Prévisions 2016 - 2018 du nombre de recrutements de cadres selon le modèle Apec – Scénario « Croissance progressive »



Source : Apec, 2016

– Tableau 3 –
Évolution des recrutements de cadres
selon le scénario « Croissance progressive »

	Recrutements de cadres	Évolution des recrutements de cadres
2013	163 400	-10 %
2014	169 600	+4 %
2015	181 800	+7 %
2016	194 200	+7 %
2017	207 000	+7 %
2018	220 900	+7 %

Source : Apec, 2016

2. Perspectives de l'emploi cadre
2016-Synthèse, Apec, février 2016

En 2016, le nombre de recrutements de cadres augmenterait de 7 %, à près de 195 000 (tableau 3). Cette estimation dépasse la médiane des prévisions recueillies auprès des entreprises fin 2015 dans le cadre de l'enquête annuelle² de l'Apec (de 182 000 à 200 000, médiane : 191 000). Elle demeure toutefois nettement inférieure au haut de la fourchette. Si la reprise progressive de l'investissement se confirme jusqu'en 2018, elle pourrait permettre de dynamiser les embauches de cadres. Les niveaux d'avant la crise de 2008 seraient approchés en 2017 et largement dépassés en 2018 (figure 2).

– PRÉVISIONS 2016-2018 : SCÉNARIO « CROISSANCE TONIQUE » –

Le trou d'air enregistré au 2e trimestre 2015 et les attentats meurtriers du 13 novembre 2015 n'auront finalement pas entamé la croissance économique française qui devrait, selon l'Insee, avoisiner les +1,1 % en 2015. La trajectoire de reprise observée par plusieurs instituts de conjoncture ne serait pas remise en cause et pourrait même être renforcée par l'émergence d'un cycle d'investissement significatif. Le contre-choc pétrolier, la dépréciation de l'euro et les assouplissements monétaires constitueraient de véritables bouffées d'oxygène aux effets macroéconomiques considérables du côté de la demande et de l'offre. La politique de redistribution en faveur des entreprises (CICE, pacte de responsabilité et de solidarité) pour accroître leur compétitivité et diminuer le coût du travail, pourrait entrer en résonance avec des perspectives désormais bien orientées et des taux de marge restaurés. Toutes les conditions seraient désormais réunies pour l'enclenchement d'une reprise

de l'investissement productif suffisamment tonique pour compenser ceux des administrations publiques et des collectivités locales en perte de vitesse. Selon ce scénario, la FBCF, après trois années consécutives de baisse, progresserait nettement et permettrait l'émergence d'un mouvement vertueux : +2,5 % en 2016 ; +3,1 % en 2017 et +4 % en 2018 (tableau 4). Autre pilier de la croissance, la consommation des ménages se renforcerait en 2016, dopée notamment par les ventes de produits électroniques et des biens d'équipements du logement. Elle serait de surcroît soutenue par un pouvoir d'achat en progression. Enfin, la baisse continue de l'euro adossée aux mesures favorisant la compétitivité des entreprises permettrait une amélioration notable du solde commercial extérieur de l'économie française. La réactivation progressive et dans le même tempo des différents moteurs de la croissance (investissement, consommation, commerce extérieur) serait synonyme

– Tableau 4 –
Évolution du PIB et de la FBCF selon le scénario « Croissance tonique »

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
PIB	+2,0 %	+2,1 %	+0,2 %	+0,7 %	+0,2 %	+1,1 %	+1,8 %	+2,0 %	+2,2 %
FBCF	+2,1 %	+2,1 %	+0,3 %	-0,4 %	-1,2 %	-0,2 %	+2,5 %	+3,1 %	+4 %

2011 à 2015 : Insee (Décembre 2015)

2016 à 2017 : hypothèse OFCE

2018 : hypothèse Apec

d'une reprise solide et durable. Le PIB progresserait de +1,8 % en 2016 pour atteindre le seuil des +2 % dès 2017, plus haut taux de croissance jamais atteint depuis 2011. Cette croissance pourrait être, de surcroît, riche en création d'emplois et pourrait déboucher sur une inversion de la courbe du chômage dès

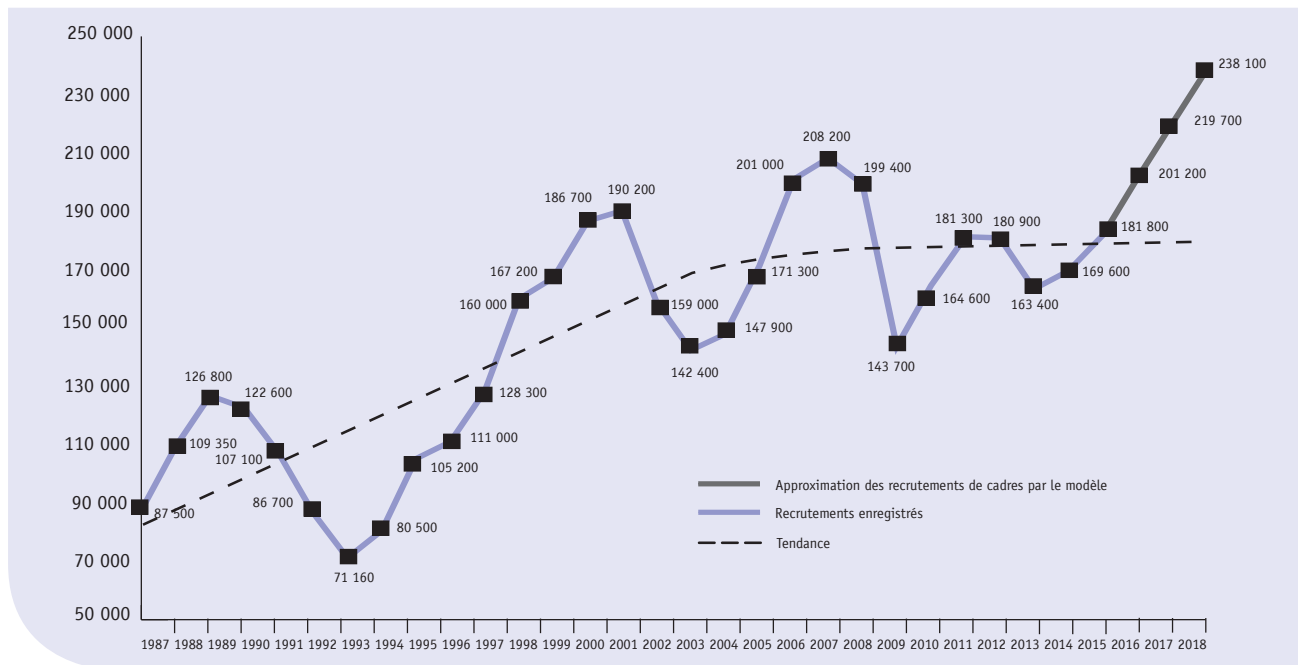
la fin 2016. Cette amélioration prégnante du marché de l'emploi profiterait également aux cadres. La part des cadres en poste au moment de leur départ à la retraite progresserait significativement : de 50 % en 2015 à 57 % en 2018, horizon de notre prévision (**tableau 5**).

– Tableau 5 –
Départs à la retraite de cadres en poste selon le scénario « Croissance tonique »

	Ensemble des départs à la retraite de cadres*	% de cadres en poste dans l'ensemble des départs à la retraite**	Nombre de cadres en poste dans l'ensemble des départs à la retraite
2007	105 030	60 %	63 020
2008	111 480	63 %	70 240
2009	101 260	63 %	63 790
2010	103 080	60 %	61 850
2011	84 209	60 %	50 530
2012	80 200	56 %	44 900
2013	94 460	50 %	47 230
2014	96 250	48 %	46 200
2015	95 250	50 %	48 000
2016	100 350	52 %	52 200
2017	101 700	55 %	56 000
2018	105 000	57 %	59 800

Sources : *A partir de 2014, projections Agirc de nouveaux retraités cadres, 2016
**A partir de 2008, hypothèses Apec

– Figure 3 –
Prévisions 2016 - 2018 du nombre de recrutements de cadres selon le modèle Apec – Scénario « Croissance tonique »



Source : Apec, 2016

– Tableau 6 –
Évolution du nombre de recrutements de cadres
selon le scénario « Croissance tonique »

	Recrutements de cadres	Évolution des recrutements de cadres
2013	163 400	-10 %
2014	169 600	+4 %
2015	181 800	+7 %
2016	201 200	+9 %
2017	219 700	+7 %
2017	238 100	+7 %

Source : Apec, 2016

La mise en place d'une croissance économique tonique soutenue par une reprise de l'investissement entraînerait une progression notable du volume de recrutements de cadres. Celui-ci augmenterait de 9 % en 2016 pour légèrement dépasser les 200 000 recrutements, seuil qui serait largement dépassé l'année suivante avec 219 700 embauches prévues, soit un niveau jamais encore atteint. ●

– PRÉVISIONS 2016 - 2018 : SCÉNARIO « CROISSANCE CONTRARIÉE » –

– Tableau 7 –
Évolution du PIB et de la FBCF selon le scénario « Croissance contrariée »

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
PIB	+2,0 %	+ 2,1 %	+0,2 %	+0,7 %	+0,2 %	+1,1 %	+1 %	+0,6 %	+0,4 %
FBCF	+2,1 %	+ 2,1 %	+0,3 %	-0,4 %	-1,2 %	-0,2 %	+0,0 %	-0,4 %	-0,3 %

2010 à 2015 : Insee (décembre 2015)
2016 à 2018 : Hypothèse Apec

Dans ce dernier scénario, le caractère erratique de la croissance 2015 avec une évolution du PIB alternant fort rebond (1^{er} trimestre 2015) et atonie (2^{ème} trimestre 2015) se prolongerait et dessinerait les contours du chemin de croissance des trois prochaines années. La croissance resterait durablement entravée par un tissu productif dégradé par plusieurs années de sous investissements et qui peine à donner toute sa pleine mesure. En outre, les effets de la consolidation budgétaire à l'œuvre depuis 2012 ainsi que la crise de la construction et de l'immobilier contribueraient à réduire sensiblement le potentiel de la reprise hexagonale. La conjonction d'éléments favorables (contrechoc pétrolier, dépréciation de l'euro, faible taux d'intérêt) et le regain de la demande des ménages ne seraient pas, dans ce scénario, relayés par un rebond

conséquent de l'investissement, véritable chaînon manquant d'une reprise économique digne de ce nom. Les dépenses d'investissement des entreprises se veraient progressivement raffermies en lien avec la restauration de leur taux de marge (cours du pétrole favorable, montée en puissance du CICE, mise en œuvre de la première tranche du pacte de responsabilité et de solidarité) et des perspectives d'activités mieux orientées. Celles des ménages resteraient durablement atrophiées. Quant à l'investissement public, il se contracterait d'année en année. Au final, après s'être stabilisée en 2016, la FBCF s'inscrirait en légère baisse en 2017 et en 2018 (respectivement -0,4% et -0,3%) (tableau 7). Parallèlement, les effets bénéfiques liés à la baisse du prix des hydrocarbures, à la dépréciation de la monnaie unique ou encore à la politique moné-

– Tableau 8 –

Départs à la retraite de cadres en poste selon le scénario « Croissance contrariée »

	Ensemble des départs à la retraite de cadres*	% de cadres en poste dans l'ensemble des départs à la retraite**	Nombre de cadres en poste dans l'ensemble des départs à la retraite
2007	105 030	60 %	63 020
2008	111 480	63 %	70 240
2009	101 260	63 %	63 790
2010	103 080	60 %	61 850
2011	84 209	60 %	50 530
2012	80 200	56 %	44 900
2013	94 460	50 %	47 230
2014	96 250	48 %	46 200
2015	95 250	50 %	48 000
2016	100 350	50 %	50 170
2017	101 700	48 %	48 800
2018	105 000	46 %	48 300

Sources : *A partir de 2014, projections Agirc de nouveaux retraités cadres, 2016

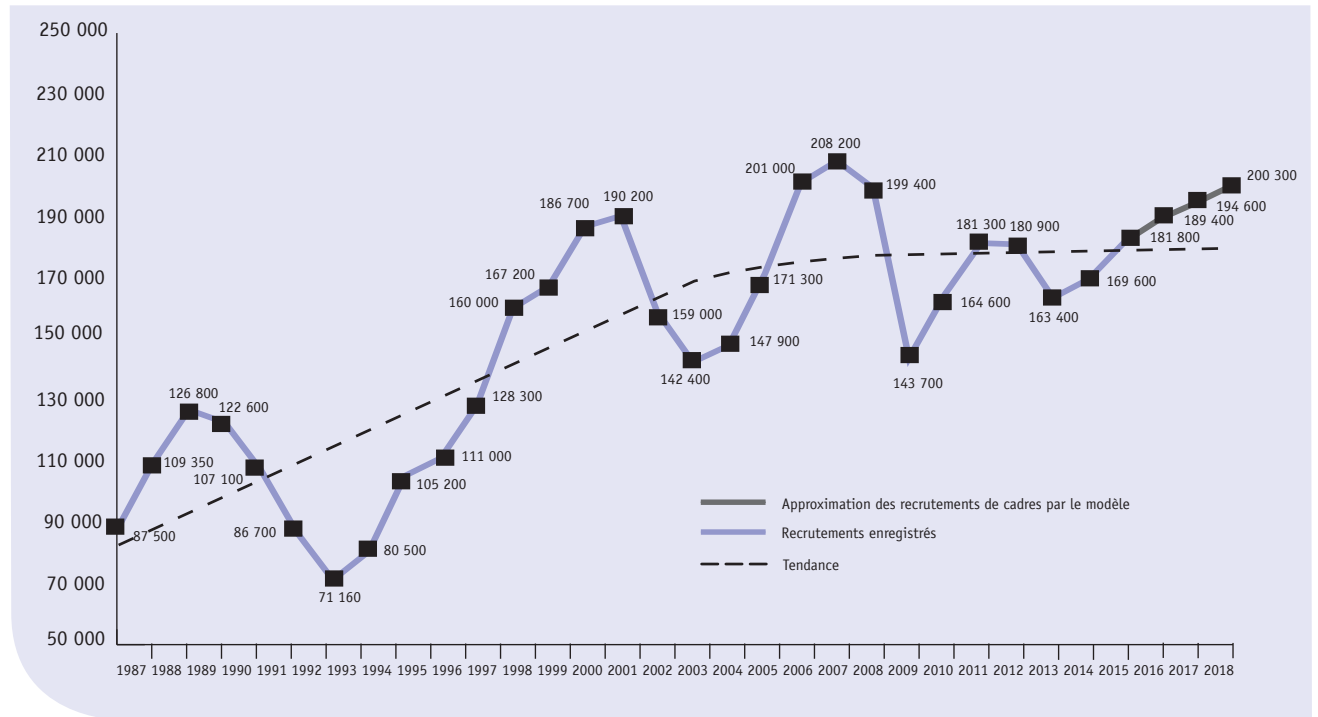
**A partir de 2008, hypothèses Apec

taire accommodante de la Banque Centrale Européenne s'estomperaient progressivement. Sans relais, la croissance économique hexagonale resterait faible et inférieure à 1 % à partir de 2017, reproduisant l'atonie qui avait caractérisé les années 2013 et 2014. Sans impulsions significatives, les créations d'emploi ne seraient pas assez robustes pour faire baisser le nombre de demandeurs d'emploi et inverser la courbe du chô-

mage avec une proportion de chômeurs dans la population active toujours plus importante en 2018. Dans cette optique, cette atonie économique à « faible teneur en emploi » n'épargnerait pas les cadres. Ainsi, la part des cadres en poste au moment de leur départ à la retraite se contracterait sensiblement : de 50 % en 2015 à 46 % en 2018 (tableau 8).

– Figure 4–

Prévisions 2016 - 2018 du nombre de recrutements de cadres selon le modèle Apec – Scénario « Croissance contrariée »



Source : Apec, 2016

– Tableau 9–

Évolution du nombre de recrutements de cadres selon le scénario « Croissance contrariée »

	Recrutements de cadres	Évolution des recrutements de cadres
2013	163 400	-10 %
2014	169 600	+4 %
2015	181 800	+7 %
2016	189 400	+4 %
2017	194 600	+3 %
2018	200 300	+3 %

Source : Apec, 2016

En 2016, le nombre de recrutements de cadres progresserait de 4 % à près de 190 000. Il connaîtrait une augmentation similaire l'année suivante (+3 %) avec un volume de près de 195 000 embauches. Cette évolution peu dynamique trouve sa principale explication dans la faiblesse de l'investissement. Sans forte reprise de la FBCF, la progression du volume des recrutements de cadres serait ralentie. Il faudrait, dans cette configuration, patienter jusqu'en 2018 pour atteindre le seuil des 200 000 embauches. •

-PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES 2016-2017 SELON DIFFÉRENTS INSTITUTS-

-Tableau 10-

Prévisions Insee (décembre 2015)	2012	2013	2014	2015	2016 (AC)	TCAM
PIB	+ 0,2	+0,7	+0,2	+1,1	+1	+0,8
FBCF	+0,3	-0,4	-1,2	-0,2	+1,1	+0,2
Dépenses de consommations des ménages	-0,5	+0,5	+0,6	+1,4	+0,8	
Variations des stocks (contribution au PIB en points)		+0,2	+0,2	+0,2	+0,2	
Exportations	+1,1	+1,8	+2,4	+5,5	+2,3	
Importations	-1,3	+1,8	+3,9	+5,6	+3,1	
Solde extérieur (contribution au PIB en point)		0,0	- 0,5	-0,1	-0,3	
Prévisions OCDE (novembre 2015)	2012	2103	2014	2015	2016	2017
PIB	+0,4	+0,4	+0,2	+1,1	+1,3	+1,6
FBCF	+0,3	-0,8	-1,2	-0,7	+1	+1,9
Dépenses de consommations des ménages	-0,4	+0,3	+0,5	+1,1	+1,3	+1,5
Variations des stocks	-0,6	-0,2	+0,3	nd	nd	nd
Exportations	+1,2	+2,4	+2,4	+6,6	+5,4	+5,8
Importations	-1,2	+1,9	+4	+5,7	+4,7	+5,4
Prévisions OFCE (octobre 2015)	2012	2013	2014	2015	2016	2017
PIB	+0,4	+0,4	+0,2	+1,1	+1,8	+2
FBCF	+0,3	-0,8	-1,2	-0,5	+2,5	+3,1
Dépenses de consommations des ménages	-0,5	+0,3	+0,6	+1,6	+1,7	+2
Variations des stocks (contribution au PIB en %)	-0,6	-0,2	+0,2	-0,1	-0,1	-0,1
Exportations	+1,2	+2,4	+2,4	+6,6	+4,4	+4,2
Importations	-1,2	+1,9	+3,9	+5,5	+3,5	+3,7
Prévisions FMI (janvier 2016)	2012	2013	2014	2015	2016	2017
PIB	+0,3	+0,7	+0,2	+1,1	+1,3	+1,5
Prévisions COE Rexecode (octobre 2015)	2012	2013	2014	2015	2016	2017
PIB	+0,3	+0,7	+0,2	+1,1	+1,2	nd
FBCF	+0,3	-0,4	-1,2	-0,5	+1,4	nd
Dépenses de consommations des ménages	-0,5	+0,5	+0,6	+1,9	+1,3	nd
Exportations	+1,1	+1,8	+2,4	+5,9	+4,1	nd
Importations	-1,3	+1,8	+3,9	+5,7	+3,9	nd
Prévisions Commission européenne et Eurostat (automne 2015)	2012	2013	2014	2015	2016	2017
PIB	+0,2	+0,7	+0,2	+1,1	+1,4	1,7
FBCF	+0,2	-0,6	-1,2	-1,3	+0,7	+4,5
Dépenses de consommations des ménages	-0,2	+0,4	+0,6	+1,7	+1,7	+1,4
Variations des stocks	-0,6	+0,2	+0,2	-0,1	+0,2	0,0
Exportations	+2,5	+1,7	+2,4	+6,1	+4,6	+5,5
Importations	+0,7	+1,7	+3,8	+5	+4,4	+5,9
Consensus des économistes et Gouvernement (Automne 2015)	2012	2013	2014	2015	2016	2017
PIB	+ 0,2	+0,7	+0,2	+1,1	+1,5	nd
FBCF	+0,3	-0,4	-1,2	-0,2	+2,3	nd
Dépenses de consommations des ménages	-0,5	+0,5	+0,6	+1,4	+1,4	nd

Évolutions en %
nd = donnée non disponible

AC = acquis de croissance. L'acquis de croissance d'une variable pour une année N correspond au taux de croissance de la variable entre l'année N-1 et l'année N que l'on obtiendrait si la variable demeurait jusqu'à la fin de l'année N au niveau du dernier trimestre connu.

TCAM : taux de croissance annuel moyen sur 10 ans.

– NOTE MÉTHODOLOGIQUE –

Ce travail de prévision mené par le Département Etudes et Recherche de l'Apec depuis 2009 s'appuie sur un modèle économétrique des recrutements de cadres³.

La démarche d'analyse recouverte par ce terme consiste à confronter une variable à expliquer (ici, le volume de recrutements de cadres tel que mesuré par le Panel entreprises annuel de l'Apec⁴) avec un certain nombre de variables explicatives candidates. Celles-ci sont des séries macroéconomiques, généralement extraites des données publiées par l'Insee. La technique statistique de la régression linéaire multiple permet d'écarter, parmi ces variables, celles dont l'influence n'est pas significative et, pour les autres, de calculer son coefficient dans l'équation qui permet de reconstituer la variable à expliquer. On peut ensuite extrapoler au-delà des données observées, et calculer des prévisions basées sur des scénarios d'évolution vraisemblables pour les variables explicatives.

Le modèle développé pour les prévisions de recrutements de cadres repose sur les variables explicatives suivantes :

- le produit intérieur brut (PIB),
- la formation brute de capital fixe (FBCF) qui représente le volume global de l'investissement,
- le nombre de départs à la retraite de cadres en poste.

Enfin, l'auto-corrélation de la série se traduit par la présence de termes autorégressifs : en particulier, le volume de recrutements de cadres de l'année précédente (réalisations) intervient de manière significative.

L'utilisation de cet outil statistique est complétée d'une part, par le décryptage et le suivi des principaux indicateurs économiques tirés de sources internes et externes et, d'autre part, par l'élaboration de trois scénarios, dont un seul est retenu pour la communication presse de l'Apec.

3. Emploi cadre et cycles conjoncturels – Prévisions à 5 ans, Apec, juillet 2009

4. Panel de 11 000 entreprises du secteur privé en France.

Cf *Perspectives de l'emploi cadre 2016 - Synthèse*, Apec, février 2016.

© Apec, 2016

Cet ouvrage a été créé à l'initiative de l'Apec, Association Pour l'Emploi des Cadres, régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, et publié sous sa direction et en son nom. Il s'agit d'une œuvre collective, l'Apec en a la qualité d'auteur.

L'Apec a été créée en 1966 et est administrée par les partenaires sociaux (MEDEF, CGPME, UPA, CFDT Cadres, CFE-CGC, FO-Cadres, CFTC Cadres, UGICT-CGT).

Toute reproduction totale ou partielle par quelque procédé que ce soit, sans l'autorisation expresse et conjointe de l'Apec, est strictement interdite et constituerait une contrefaçon (article L122-4 et L335-2 du code de la Propriété intellectuelle).



www.apec.fr

ISSN 2261-6098

FÉVRIER 2016

L'étude a été réalisée par le département Études et Recherche de l'Apec :

Analyse et rédaction : Christophe Lenzi, Christophe Thill et Véronique Lagandré

Maquette : Daniel Le Henry

Directeur du département : Pierre Lamblin

ASSOCIATION POUR L'EMPLOI DES CADRES

51 BOULEVARD BRUNE – 75689 PARIS CEDEX 14

POUR CONTACTER L'APEC

0 809 361 212 Service gratuit + prix appel

DU LUNDI AU VENDREDI
DE 9H À 19H